

COMITE SYNDICAL

Jeudi 9 octobre 2025 - 14h00

SALLE NORMANDIE DE LA CCI CAEN NORMANDIE - SAINT-CONTEST

Convocation envoyée, publiée et affichée le 3 octobre 2025

ORDRE DU JOUR ET NOTE DE SYNTHESE EXPLICATIVE

Approbation du procès-verbal du Comité Syndical du 10 juin 2025 (Annexe A p 9)

A - Rapport de la Présidente	p 2
A-1. Compte rendu des décisions de la Présidente	p 2
A-2. Etat des transferts de compétences	р З
A-3. Agenda du Comité Syndical	p 3
B – Concessions Gaz	p 4
B-1. Convention de rattachement des ouvrages situés sur la commune de Valdallière	p 4
C – Finances	p 4
C - Finances C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours	
C – Finances C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours C-2. Budget annexe Mobilité Durable : Décision Modificative n° 1 en section de fonctionr	p 4
C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours	p 4 nementp 5
C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours C-2. Budget annexe Mobilité Durable : Décision Modificative n° 1 en section de fonctionr	p 4 nementp 5 mentp 5
C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours C-2. Budget annexe Mobilité Durable : Décision Modificative n° 1 en section de fonctionr C-3. Budget annexe Mobilité Durable : Décision Modificative n° 2 en section d'investisse	p 4 nementp 5 mentp 5
C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours C-2. Budget annexe Mobilité Durable : Décision Modificative n° 1 en section de fonctionr C-3. Budget annexe Mobilité Durable : Décision Modificative n° 2 en section d'investisse C-4. Versement d'une avance remboursable du BP vers le budget annexe « Mobilité Dura	p 4 nementp 5 mentp 5 ble »p 6

QUESTIONS DIVERSES

Les membres du Comité Syndical souhaitant évoquer un point particulier devant l'assemblée en aviseront, préalablement, la Présidente, par mail ou courrier postal, parvenu 48 heures au moins avant la réunion.

Annexe A:	Procès-Verbal du Comité Syndical du 10 juin 2025	р 9
Annexe B:	Convention relative au rattachement d'ouvrages situés sur la commune de Valdallière	P 18
Annexe C:	Liste des demandes de financement par fonds de concours	p 24
Annexe D :	Protocole transactionnel entre l'entreprise SLTP et le SDEC ENERGIE	n 26



A- RAPPORT DE LA PRESIDENTE

A-1. Compte rendu des décisions de la Présidente

Les décisions de la Présidente, prises depuis le dernier Comité Syndical du 10 juin 2025 et consultables, comme les délibérations du Bureau Syndical, dans le Recueil des Actes Administratifs mis en ligne sur le site internet du syndicat, seront rappelées en séance :

	Objet					
	Conseil en	Niveau 1	Adhésions des communes de Blonville sur Mer, Marolles, Merville Franceville Plage et de Saint-Désir et des Communautés de communes Pré Bocage Intercom et Vallées de l'Orne et de l'Odon.			
Transition	Energie Partagé	Niveau 2	Adhésions des communes de Ablon, Aubigny, Blonville sur Mer, Fontenay le Marmion, La Rivière St Sauveur, Marolles et Saint-Désir et des Communautés de communes Pré Bocage Intercom et Vallées de l'Orne et de l'Odon.			
Transition Energétique	Compétence à la Transition		Validation du financement du plan d'actions 2025 de Trévières, Valdallière, noues de Sienne			
	Progra d'Accompag Collectivités à	nement des la Transition	2ème demande d'aide financière au titre de la 3ème année d'accompagnement de la Communauté de Communes Vallées de l'Orne et de l'Odon 1ère demande d'aide financière au titre de la 1ère année			
	Energétiqu	ie "PACTE"	d'accompagnement de la Communauté d'Agglomération de Lisieux Normandie			
			Acquisition d'un véhicule électrique neuf - Communauté de Communes du Pays de Falaise			
	Aides Financières	Véhicules électriques	Acquisition d'un véhicule électrique utilitaire - Commune de Mondeville			
			Acquisition deux véhicules électriques d'occasion- Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville			
Mobilité durable		Vélos électriques	Acquisition de 5 vélos électriques - Commune de Blainville/Orne			
			Acquisition de 20 vélos électriques - Communauté de Communes Normandie Cabourg Pays-d'Auge (Droit de tirage des communes de Gonneville-en-Auge, Brucourt, Criqueville-en-Auge et Dozulé pour l'acquisition de 5 cycles chacune)			
	Convention relative à la mise à disposition d'un point de charge MobiSDEC pour véhicules en autopartage sur la commune de Cabourg - prestataire SAS OLAFF MOBILITY					
Ressources numériques et	Avenants n°1 Raster dans l		nvention de co-financement du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié)			
logistique	Convention-ca	adre d'accès à	la centrale d'achat de Manche Numérique			
Concessions	Restitution de CAEN	e la parcelle siti	uée à CAEN impasse BELLIVET cadastrée KK112 sur la commune de			
Marchés publics	Abonnement Microsoft Office 365					
Finances	Virement de crédits n°1-2025 - Budget principal - Du chapitre 4581725 au chapitre 4581724 pour couvrir les besoins de crédits supplémentaires afin de financer les travaux de rénovation énergétique de bâtiments publics notamment par le dispositif « CEP 3 » dans le cadre d'opérations sous mandat.					
	pour couvrir le	Virement de crédits n°2-2025 - Budget principal - Du chapitre 4581925 au chapitre 4581624 pour couvrir les besoins de crédits supplémentaires nécessaires à la prise en charge de travaux d'effacement des réseaux dans le cadre d'opérations sous mandat.				
Ressources Humaines	Décisions de défense des intérêts du SDEC ENERGIE dans les instances n° 2501695-1, 2501914-1 et 2501953-2 introduites devant le Tribunal Administratif de Caen et n° 25NT01473 introduite devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes					



A-2. Etat des transferts de compétences

Depuis le Comité Syndical du 10 juin 2025, le Bureau Syndical, lors de sa séance du 27 juin 2025 a acté le nouveau transfert de la compétence « Eclairage Public » sollicité par la commune d'Asnelles, avec l'option 100 % lumière.

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE a été chargée de la mettre en œuvre.

Au vu de cette décision, l'état actuel des **526 collectivités adhérentes** au SDEC ÉNERGIE, par compétence transférée, est le suivant :

Electricité	Eclairage public	Signalisation lumineuse	
478 communes 1 intercommunalité	455 communes 10 intercommunalités	48 communes	

Gaz	Infrastructures de charges pour véhicules électriques	Energies Renouvelables
127 communes	226 communes	28 communes
1 intercommunalité	1 intercommunalité	3 intercommunalités

Contribution à la Transition Energétique	Réseaux publics de chaleur et/ou de froid
6 communes	1 commune

A-3. Agenda du Comité Syndical

Dans un souci permanent de garantir l'atteinte du quorum lors des réunions du Comité Syndical, permettant la continuité des activités du syndicat et des services rendus aux usagers, les dates des prochains et derniers Comités Syndicaux du mandat seront confirmées en séances :

- **Jeudi 18 décembre 2025** 14h Salle Normandie de la CCI Caen Normandie St Contest, dédié notamment au Débat d'Orientations Budgétaires 2026.
- **Jeudi 12 février 2026 –** 14h Salle Normandie de la CCI Caen Normandie St Contest, dédié essentiellement aux votes des budgets, des subventions et des contributions et aides financières 2026.



B- CONCESSIONS GAZ

B-1. Convention relative au rattachement d'ouvrages situés sur la commune de Valdallière

Les ouvrages créés (poste d'injection, conduite) doivent permettre le raccordement d'une unité de méthanisation sur la commune de VALDALLIÈRE au réseau public de distribution de gaz pour permettre l'injection du biométhane produit.

Le projet de convention proposé, joint en *annexe B p 18*, a pour objet de rattacher les ouvrages réalisés sur la commune de VALDALLIÈRE (sur le territoire des communes déléguées de PRESLES et de BURCY) par GRDF au réseau public de distribution de gaz naturel situé sur la commune de VIRE-NORMANDIE (commune déléguée de VAUDRY).

Les ouvrages concernés portent sur :

- Conduite PE 160 MPC pour une longueur de 5 000 m sur la commune de VALDALLIÈRE (1 700 m sur la commune déléguée de PRESLES et 3 300 m sur la commune déléguée de BURCY).
- Un poste d'injection (comprenant le comptage, l'odorisation et le contrôle de la qualité du gaz) sur le territoire de la commune de VALDALLIÈRE (commune déléguée de PRESLES).

En qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz sur le territoire de la commune de Valdallière, le SDEC ÉNERGIE consent à la construction de ces ouvrages sur le territoire de la commune et en tant qu'Autorité concédante, le SDEC ÉNERGIE consent à l'établissement d'ouvrages relevant de la concession de distribution au-delà du périmètre géographique du contrat syndical.

La convention est conclue pour la durée de l'exploitation des ouvrages, éventuellement renouvelés. Si les ouvrages ne sont pas achevés au plus tard le 31 décembre 2030, la convention sera alors résiliée de plein droit, sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'une ou l'autre des parties.

Le projet de convention a été communiqué aux représentants du Comité Syndical dès le 23 septembre 2025.

→ II appartiendra au Comité Syndical de se prononcer sur cette proposition de convention.

C-FINANCES

C-1. Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours

Par délibérations en date du 18 décembre 2014 et du 17 décembre 2015, le Comité Syndical a validé le principe de financement de la part à charge des collectivités par recours au fonds de concours, pour toutes les collectivités qui le souhaitent.

La mise en œuvre du fonds de concours réclame, des collectivités concernées et du SDEC ÉNERGIE, une délibération concordante pour chacun des dossiers pour lesquels ce financement est sollicité.

Le Comité Syndical devra se prononcer sur les 63 nouveaux projets présentés depuis le Comité Syndical du 10 juin 2025 par 41 communes, proposés en *annexe C p 24*, pour les montants suivants :

Montant total des travaux : 4 671 192,91 € HT

Montant de la participation communale : 2 458 118,11 €

Montant des fonds de concours : 2 432 930,25 €

Montant du solde de fonctionnement : 25 187,86 €

→ Il appartiendra au Comité Syndical de valider ces nouveaux projets.



C-2. Budget annexe « Mobilité Durable » : DM n° 1 en section de fonctionnement

Le Bureau Syndical propose au Comité Syndical une décision modificative du Budget Annexe « Mobilité Durable » voté le 27 mars 2025, permettant de régulariser les écritures comptables pour équilibrer la section de fonctionnement.

Considérant la forte augmentation du nombre de sessions de charges électriques sur les bornes du SDEC ENERGIE, telle que présentée dans le tableau ci-dessous.

Année	2021	2022	2023	2024	Janvier – Août 2025
Nombre de sessions	46 323	69 980	71 435	103 846	96 721

Considérant que l'incidence de l'augmentation du nombre de sessions a été anticipée dans le budget 2025 (+25% de dépenses par rapport à 2024) mais pas suffisamment au regard du nombre de sessions de recharges constatées entre janvier et août 2025 (+42% / à 2024). La projection de fin d'année conclue a un besoin de crédits pour couvrir l'augmentation des dépenses supplémentaires induites par l'augmentation du nombre de charges (ex : coût de fourniture d'électricité).

Même si cette augmentation des dépenses est compensée par une hausse des recettes, il est nécessaire de prendre en compte les besoins de crédits supplémentaires et d'ajuster l'équilibre de la section de fonctionnement.

Cette décision modificative n°1 réviserait les crédits budgétaires comme suit :

Section	Sens	Chapitre	Libellé	Montant de l'article avant DM	Montant de la DM	Montant de l'article après DM
Fonctionnement	Recette	70	Vente de produits et prestations de services	1 100 000 €	+200 000 €	1 300 000 €
Fonctionnement	Dépense	011	Charges à caractère général	1 050 000 €	+200 000 €	1 250 000 €

→ Il appartiendra au Comité Syndical d'accepter cette proposition de décision modificative n°1 du budget annexe « Mobilité Durable ».

C-3. Budget annexe « Mobilité Durable » : DM n° 2 en section d'investissement

Le Bureau Syndical proposera au Comité Syndical une décision modificative du Budget Annexe « Mobilité Durable » voté le 27 mars 2025, permettant de régulariser les écritures comptables pour équilibrer la section d'investissement.

Considérant le vote du Schéma directeur des IRVE par le Comité syndical en date du 30 mars 2023.

Considérant que le déploiement du Schéma directeur se traduit par l'acquisition et l'installation jusqu'à 1 000 points de charge supplémentaires soit 500 bornes, sur la période 2023-2028.

Voici un état d'avancement du déploiement des bornes de recharge sur le département à septembre 2025 :

Année	2021	2022	2023	2024	Septembre 2025
Cumul du nombre total d'IRVE	231	246	264	356	490
Dont SDIRVE	0	0	2	97	235



Le SDEC ENERGIE finance l'intégralité des besoins d'investissements planifiés, sur ses fonds propres complétés de financement d'Etat et de la Région.

Le programme 2025 a subi quelques adaptations qui engendrent de nouveaux besoins d'investissement non programmés lors de l'élaboration de la tranche 2025 du schéma directeur.

Considérant que nous disposons au budget d'une somme de 70 000 € pour faire face aux dépenses imprévues, il est proposé aux élus de basculer les crédits du chapitre 20 (dépenses imprévues) au chapitre 23 (immobilisations en cours) pour permettre de couvrir ces nouveaux besoins d'investissements.

Cette décision modificative n°2 réviserait les crédits budgétaires comme suit :

Section	Sens	Chapitre	Libellé	Montant de l'article avant DM	Montant de la DM	Montant de l'article après DM
Investissement	Dépense	020	Dépenses imprévues	70 000,00 €	-70 000,00 €	0,00€
mvesussement	Dépense	23	Immobilisations en cours	3 543 704,65 €	+70 000,00€	3 613 704,65 €

→ Il appartiendra au Comité Syndical d'accepter cette proposition de décision modificative n°2 du budget annexe « Mobilité Durable ».

C-4. Versement d'une avance remboursable du budget principal vers le budget annexe « Mobilité Durable »

Le SDEC ENERGIE a doté la régie à autonomie financière sans personnalité morale dite « Mobilité durable » d'un budget annexe M4 pour prendre en charge le développement et l'exploitation de la mobilité durable notamment le développement et l'exploitation des infrastructures de recharge électrique.

Le SDEC ENERGIE porte le déploiement des investissements pour l'acquisition et l'installation de bornes de recharge.

Il assure aujourd'hui l'intégralité I du financement des équipements qui s'inscrivent dans le cadre du schéma directeur de déploiement des infrastructures de recharges pour véhicules électriques (SDIRVE), en mobilisant ses fonds propres via le versement d'une dotation initiale au budget de la régie, complétés de dotations d'Etat et de la Région.

Le syndicat est confronté à un décalage ponctuel entre le rythme de paiement de ses dépenses d'investissement qui est soutenu et celui de l'encaissement des recettes attendues qui est plus long qu'escompté. Cette situation génère une insuffisance de trésorerie.

Dans ce contexte, et pour faire face à tout risque de rupture de paiement de factures des prestataires. le Bureau Syndical propose d'allouer une avance remboursable du budget principal à la régie « Mobilité durable » pour prendre en charge l'insuffisance de trésorerie pour la période d'octobre à décembre 2025 Dès réception des recettes attendues, la régie « Mobilité durable » remboursera l'avance au budget principal. Ce remboursement devra être effectif au plus tard en septembre 2026.

D'un point de vue comptable, les mouvements de trésorerie (mobilisation, remboursement) sont hors budget, dans des comptes financiers de classe 5 qui sont suivis par la Paierie départementale. Aucune imputation comptable n'est à réaliser par le SDEC ENERGIE.

Le montant de l'avance remboursable sera calculé le plus précisément possible et communiqué en séance. Il devrait avoisiner les 500 000 €.



Le syndicat a sollicité la Paierie départementale pour valider les modalités pratiques de cette avance remboursable. Le comptable public a donné un avis favorable en date du 15 septembre 2025.

→ Il appartiendra au Comité Syndical d'accepter le versement d'une avance remboursable du budget principal vers le budget annexe « Mobilité Durable ».

C-5. Mise en œuvre d'un protocole transactionnel entre l'entreprise SLTP et le SDEC ENERGIE

Le SDEC ENERGIE a attribué le marché public n°2022001400 « Travaux aériens et souterrains sur les réseaux : électricité, éclairage, génie civil de communications et infrastructures de recharge pour véhicules électriques » à l'entreprise STEPELEC sur décision de la Commission d'Appel d'Offres et par notification en date du 28 juillet 2021, pour une prise d'effet au 1er janvier 2022.

À la suite de difficultés financières, l'entreprise STEPELEC a engagé une procédure de sauvegarde le 27 mars 2024, qui s'est convertie en liquidation judiciaire prononcée le 3 juillet 2024 par le Tribunal de Commerce de Caen.

L'entreprise STEPELEC et l'entreprise SLTP, en qualité de sous-traitant, ont sollicité le SDEC ENERGIE en juin et septembre 2023 pour réaliser des prestations relatives à un effacement des réseaux « Boulevard Herbet Fournet » à Lisieux.

Le SDEC ENERGIE et l'entreprise STEPELEC ont, dans le cadre du marché public n°2022001400, convenu d'une décision de résiliation, avec prise d'effet au 30 mai 2024.

Le SDEC ENERGIE a d'ores et déjà mandaté et payé 403 394.72 €TTC sur le montant total du projet qui s'élève à 536 112.61€ TTC. Il lui reste à prendre en charge les factures de l'entreprise SLTP pour un montant de 132 717.89€ :

Montant total des prestations à mandater et à payer	Montant avant décision de résiliation	Montant après décision de résiliation
100 %		85 %
132 717,89 €	19 907,68 €	112 810,21 €

Le SDEC ENERGIE s'est rapproché de la Paierie Départementale du Calvados par mail du 15 septembre 2025 pour établir un décompte de résiliation et le projet Protocole transactionnel, afin d'autoriser le paiement des factures de l'entreprise SLTP correspondant à des prestations commandées avant mais réalisées après la prise d'effet de la résiliation du marché de l'entreprise STEPELEC.

Le protocole transactionnel ainsi proposé est détaillé dans l'annexe D p 26.

Il appartiendra au Comité Syndical de se prononcer sur cette proposition.

C-6. Calendrier budgétaire 2026

L'annonce des dates des prochaines élections municipales, les 15 et 22 mars 2026, amène le Syndicat a adapter son calendrier budgétaire 2026 comme suit :



	Commission Administration Finances Informatique et Cartographique	Conseil d'exploitation	Bureau Syndical	Comité Syndical
DOB/ROB 2026	Préparation 17 novembre 2025	Préparation 18 novembre 2025	Préparation 5 décembre 2025	Vote 18 décembre 2025
Comptes Financiers	Préparation	Préparation	Préparation	Vote
Uniques 2025	12 janvier 2026	13 janvier 2026	30 janvier 2026	12 février 2026
Budgets primitifs	Préparation	Préparation	Préparation	Vote
2026	12 janvier 2026	13 janvier 2026	30 janvier 2026	12 février 2026

page 2/18

DU COMITE SYNDICAL DU 10 JUIN 2025 PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-cinq, le 10 juin, le Comité Syndical du Syndicat Départemental d'Energies du Calvados, légalement convoqué le jeudi 5 juin 2025, après une première convocation le 28 mai 2025 n'ayant pas permis d'atteindre le quorum lors de la séance du 5 juin 2025, s'est réuni, à 9h00, en séance publique, sans condition de quorum, à Caen (Espace Marcel RESTOUT du SDEC ÉNERGIE), sous la présidence de Madame Catherine GOURNEY-LECONTE, Présidente.

Etalent présents :

	2021100	REPRESENTANTS	NTANTS
	COLLEGE	MON	PRENOM
1.	LISIEUX NORMANDIE	BAREAU	Anne-Marie
2.	VAL ES DUNES	BIZET	Michel
က်	ISIGNY-OMAHA INTERCOM	BOUGAULT	Rémi
4.	CU CAEN LA MER	DOUARD	Alain
5.	PAYS DE HONFLEUR-BEUZEVILLE	FARIDE	François
.9	CINGAL - SUISSE NORMANDE	FIEFFE	Patricia
7.	PAYS DE HONFLEUR-BEUZEVILLE	FLEURY	Catherine
89	CU CAEN LA MER	GODEFROY	Bruno
6	VALLEES DE L'ORNE ET DE L'ODON	GODIER	Edith
10.	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	GOURNEY-LECONTE	Catherine
11.	CU CAEN LA MER	KANZA MIA DIYEKA	Théophile
12.	EPCI	ГАБАГГЕ	Philippe
13.	CU CAEN LA MER	LE BRUN	Jean-Yves
14.	VAL ES DUNES	LE FOLL	Alain
15.	CINGAL - SUISSE NORMANDE	LEMAIRE	Jean-Paul
16.	TERRE D'AUGE	MARIE	Patrick
17.	CU CAEN LA MER	MARIE	Philippe
18.	CU CAEN LA MER	MATHON	Patrice
19.	VALLEES DE L'ORNE ET DE L'ODON	PARIS	Françoise
20.	PRE BOCAGE INTERCOM	RUON	Vincent
21.	COEUR COTE-FLEURIE	VAUTIER	Dominique
22.	CU CAEN LA MER	ZANOVELLO	Jackie

Etaient absents ou excusés:

REPRESENTANTS	PRENOM	Stanislas	Nizar	Alain	Alain	Romain	Jean-Pierre	Roland	Hervé	Philippe	Emmanuel	Claude	Dominique	Gilles	Dominique	Jean	Etienne	Thierry	
REPRES	NOM	ALLAIRE	AMER	ASMANT	AUDRIEU	BAIL	BALAS	BAUCHET	BAZIN	BAZIN	BELLÉE	BENOIST	BENOIT	BÉRARD	BERGAR	BERT	BERTAIL	BERTHAUX	
2021100	COLLEGE	CU CAEN LA MER	COEUR COTE-FLEURIE	NORMANDIE CABOURG PAYS D'AUGE	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	LISIEUX NORMANDIE	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	PRE BOCAGE INTERCOM	CU CAEN LA MER	COEUR COTE-FLEURIE	PAYS DE FALAISE	CINGAL - SUISSE NORMANDE	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	CU CAEN LA MER	NORMANDIE CABOURG PAYS D'AUGE	CU CAEN LA MER	
		Ţ	2.	3.	4	5.	9	7.	89	6	10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.	

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 10 JUIN 2025 - SDEC ÉNERGIE 2025-04/CS/PV

2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

10	SOLING SANG SALIDED BANG BOLINGE	BEBTIN	200
19	PAYS DE HONFI FUR-BEUZEVILLE	BLANCHETIERE	Marcel
20.	LISIEUX NORMANDIE	BONHOMME	Valentin
21.	CU CAEN LA MER	BORDAIS	Martial
22.	CU CAEN LA MER	BOULLON	Jean-Pierre
23.	CINGAL - SUISSE NORMANDE	BOUIRAD	Abderrahman
24.	CU CAEN LA MER	BOURDON	Alain
25.	CU CAEN LA MER	BOYER	Patrick
26.	VALLEES DE L'ORNE ET DE L'ODON	BURNEL	Eric
27.	LISIEUX NORMANDIE	CAILLOT	Michel
28.	COMMUNES CU MEMBRES DU SDEC ENERGIE	CAPOËN	Philippe
29.	CU CAEN LA MER	CASSIGNEUL	Cédric
30.	PAYS DE FALAISE	CHAUVET	Sébastien
31.	BAYEUX INTERCOM	CHAUVIN	Emilie
32.	LISIEUX NORMANDIE	CHÉRON	Denis
33.	LISIEUX NORMANDIE	COLAS	Richard
34.	CU CAEN LA MER	COLLET	Céline
35.	LISIEUX NORMANDIE	COURCHAI	Pierre
36.	CU CAEN LA MER	COUTANCEAU	Bruno
37.	LISI EUX NORMANDIE	DALLOCCHIO	Jean-Pierre
38.	PAYS DE FALAISE	DAVID	Johannes
39.	CU CAEN LA MER	DE WINTER	Damien
40.	BAYEUX INTERCOM	DELOMEZ	Xavier
41.	CU CAEN LA MER	DELVAL	Gilles
42.	VALLEES DE L'ORNE ET DE L'ODON	DENOYELLE	Patrick
43.	CU CAEN LA MER	DEROO	Fabrice
44.	CU CAEN LA MER	DESMEULLES	Alain
42.	LISI EUX NORMANDIE	DUJARDIN	Fabrice
46.	CU CAEN LA MER	DURAN	Marc
. 4	CU CAEN LA MER	ESCACH	Nicolas
6	VALES DOINES	EODE	Cilistopile
94 0	PAYS DE FALAISE	FOUCAULI	Patrick
. 5	NORMANDIE CAROLIRG PAYS D'ALIGE	GERMAIN	Patrice
52.	VALLEES DE L'ORNE ET DE L'ODON	GIRARD	Henri
53.	EPCI	GOBE	Alain
54.	TERRE D'AUGE	GOHIER	Amand
55.	CU CAEN LA MER	GUÉGUÉNIAT	Franck
56.	SEULLES - TERRE ET MER	GUELLE	Jean-Denis
57.	CU CAEN LA MER	GUENNOC	Jean-Yves
58.	CU CAEN LA MER	GUERIN	Daniel
29.	EPCI	GUERIN	Daniel
.09	COMMUNES CU MEMBRES DU SDEC ENERGIE	GUILLEMIN	Jean-Marie
61.	EPCI	GUILLEMOT	Jean-François
62.	COEUR DE NACRE	GUILLOUARD	Jean-Luc
63.	PAYS DE FALAISE	HEURTIN	Jean-Yves
64.	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	HUE	Sonia
65.	SEULLES - TERRE ET MER	HUYGHE	Jessica
.99	CU CAEN LA MER	JOLY	Françis
. 29	COEUR DE NACRE	JOUY	Franck
.89	CU CAEN LA MER	LANGLOIS	Jérôme
.69	COEUR DE NACRE	LARSONNEUR	Bertrand
70.	BAYEUX INTERCOM	LAUNAY-GOURVES	Olivier
71.	PRE BOCAGE INTERCOM	LE BOULANGER	Christophe
72.	PRE BOCAGE INTERCOM	LE MAZIER	Michel
73.	CU CAEN LA MER	LE PIFRE	Sophie
74.	CU CAEN LA MER	LEBORGNE	Hubert
75.	CINGAL - SUISSE NORMANDE	LEBOURGEOIS	Michel
76.	CU CAEN LA MER	LECAPLAIN	Patrick
	CU CAEN LA MER	LECERF	Marc
.8	PRE BOCAGE INTERCOM	LECHAI	Anthony

page 1/18

page 3/18



Syndicat départemental d'énergies du Calvados

Sébastien	Jean-Claude	Nadine	Gilles	Yvon	Jean	Eric	Anthony	Didier	Vincent	Alain	Lionel	Mickaël	Patrick	Didier	Richard	Marc	Philippe	Jean-Pierre	Jean-François	Jean-Michel	Isabelle	Sébastien	Jean-Marc	Nicolas	Cédric	Jean-Paul	Alain	Jean-Pierre	Gilbert	Anne-Marie	Philippe	Nicolas	David	Ghislaine	Serge	Corentin	Thierry	Patrick	Thierry	Jean-Bruno	Lucie	Dany	Linda	Angèle	Pascal	Alain	Gérard	Ludwig
LECLERC	LECONTE	LEFEVRE-PROKOP	LEGRAIN	LEMARIE	LEPAULMIER	LEROY	LEVEQUE	LIZORET	LOUVET	MARIE	MARIE	MARIE	MAROS	MAUGER	MAURY	MILLET	MONSIMIER	MONTAIS	MOREL	MULLER	MULLER DE SCHONGOR	PATINET	PHILIPPE	PITRAYES	POISSON	POULAIN	PRIEUX	QUILLET	RAFFRAY	RANSON	RATEL	RENARD	REVERT	RIBALTA	RICCI	RIOU	SAGET	SAINT LO	SAINT	SAVIN	TANQUEREL	TARGAT	THIERRY	THOMAS	TOUILLON	TRANCHIDO	VARLET	WILLAUME
LISIEUX NORMANDIE	ISIGNY-OMAHA INTERCOM	CU CAEN LA MER	LISIEUX NORMANDIE	CU CAEN LA MER	BAYEUX INTERCOM	PAYS DE FALAISE	ISIGNY-OMAHA INTERCOM	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	LISIEUX NORMANDIE	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	COEUR DE NACRE	CU CAEN LA MER	NORMANDIE CABOURG PAYS D'AUGE	NORMANDIE CABOURG PAYS D'AUGE	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	CU CAEN LA MER	COMMUNES CU MEMBRES DU SDEC ENERGIE	CU CAEN LA MER	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	ISIGNY-OMAHA INTERCOM	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	VAL ES DUNES	BAYEUX INTERCOM	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	LISIEUX NORMANDIE	CU CAEN LA MER	COEUR COTE-FLEURIE	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	TERRE D'AUGE	COEUR DE NACRE	EPCI	CU CAEN LA MER	LISIEUX NORMANDIE	BAYEUX INTERCOM	LISIEUX NORMANDIE	TERRE D'AUGE	CU CAEN LA MER	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER	CU CAEN LA MER			
79.	80.	81.	82.	83.	84.	85.	.98	87.	88	.68	.06	91.	92.	93.	94.	92.	.96	97.	98.	.66	100.	101.	102.	103.	104.	105.	106.	107.	108.	109.	110.	111.	112.	113.	114.	115.	116.	117.	118.	119.	120.	121.	122.	123.	124.	125.	126.	127.

Autres excusés ayant donné pouvoirs:

	Représentant donnant pouvoir	COLLEGE	Représentant recevant pouvoir	COLLEGE
1.	Hubert FURDYNA	ISIGNY-OMAHA INTERCOM BOUGAULT Rémi	BOUGAULT Rémi	ISIGNY-OMAHA INTERCOM
5.	Hewé GUIMBRETIÈRE	SEULLES - TERRE ET MER	RUON Vincent	PRE BOCAGE INTERCOM
.9	Gilles MALOISEL	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	GOURNEY-LECONTE Catherine	INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU

2025-04/CS/PV Syndicat départemental d'énergies du Calvados

ACCUEIL DES REPRESENTANTS

Madame la Présidente souhaite la bienvenue aux représentants présents en regrettant une nouvelle fois de la nécessité d'organiser cette nouvelle séance faute de mobilisation suffisante le 5 juin dernier.

ORDRE DU JOUR

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE indique que l'ordre du jour correspond aux sujets n'ayant pu être abordés le 5 juin dernier, faute de quorum, et annoncés dans la convocation qui a été adressée à chacun des représentants au Comité Syndical le 28 mai dernier, à savoir :

Rapport de la Présidente:

- Approbation des procès-verbaux des séances des 27 mars et 1 avril 2025,
 - Compte-rendu des décisions de la Présidente, Etat des transferts de compétences,
- Agenda.

Finances:

- Accise sur l'électricité Commune nouvelle de Saint-Martin-de-May,
- Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours, Mise en œuvre d'un protocole transactionnel entre Réseaux Environnement et le SDEC ENERGIE.

Concessions Gaz:

- Convention de rattachement des ouvrages de raccordement au réseau,
 Bilan du rapport de contrôle ANTARGAZ ENERGIES 2024 (données 2023).

Transition Energétique:

V Point d'étape sur la création d'un ou plusieurs opérateurs pour favoriser le développement et la massification des projets de production d'énergies renouvelables.

NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Philippe LAGALLE, 1° vice-président en charge de l'Administration générale, des finances, de la cartographie et des usages numériques, représentant la Commission Locale d'Energie des EPCI, est nommé secrétaire de séance.

RAPPORT DE LA PRESIDENTE

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES DES 27 MARS ET 1^{ER} AVRIL 2025

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE soumet au Comité Syndical les procès-verbaux des séances des 27 mars et 1er avril derniers, transmis aux représentants, en annexe de la note de synthèse, jointe à leur convocation. Le Comité Syndical adopte les procès-verbaux des séances des 27 mars et 1er avril, sans aucune observation.



MODALITES DES VOTES

Madame la Présidente confirme que, conformément à l'ordre du jour de la séance, des décisions d'intérêt commun et des décisions d'intérêt spécifique relatives à la compétence « Gaz » seront soumises à l'approbation du Comité Syndical.

Madame la Présidente propose d'utiliser le vote à main levée, en rappelant que :

- tous les collèges pourront s'exprimer sur le vote d'intérêt commun ;
- tous les collèges, à l'exception du collège des EPCI et du collège des communes de la Communauté Urbaine, membres du syndicat, pourront s'exprimer pour la compétence « Gaz ».

Le Comité Syndical valide le vote à main levée.

DECOMPTE DES POUVOIRS

Madame la Présidente annonce les pouvoirs réceptionnés, listés précédemment. S'agissant d'une seconde convocation, aucun quorum n'est exigé et les représentants peuvent valablement commencer à délibérer.

DECISIONS DE LA PRESIDENTE, EN VERTU DES DELEGATIONS DU COMITE SYNDICAL

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE rend compte des décisions prises, depuis le 27 mars 2025, en vertu de la délégation du Comité Syndical du 30 mars 2023, à savoir :

			Objet
	Conseil en	Niveau 1	Niveau 1 Adhésion de la commune de Cresserons
Transition Energétique	Energie Partagé	Niveau 2	Adhésion des communes de Cresserons, Moyaux, Saint-Vaast-sur-Seulles, Trévières et Ver-sur-Mer
	Programme d'Accompagnemer demande d'aide financière pr Communes du Pays de Falaise	mpagnemer nancière po s de Falaise	Programme d'Accompagnement des Collectivités à la Transition énergétique (PACTE) : 2ème demande d'aide financière pour la 3ème année d'accompagnement de la Communauté de Communes du Pays de Falaise
			Acquisition de cinq vélos électriques neufs - commune de Cormelles-le-Royal
Mobilité durable	Aides Financières	ères	Aides financières - Acquisition de deux vélos électriques neufs pour le service de la police municipale - commune de Merville- Franceville Plage
			Acquisition d'un véhicule électrique d'occasion - commune de Hermanville-sur-Mer
Marchés publics	Foumiture de PC portables	ortables	

Ces décisions sont à disposition de tous sur le site internet du syndicat, dans la rubrique du Recueil des actes administratifs.

Le Comité Syndical prend acte de l'ensemble des décisions présentées, mises en œuvre et publiées depuis le 27 mars 2025.



2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

ETAT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

Le Bureau Syndical, lors de sa séance du 25 avril 2025 a acté les nouveaux transferts de compétences sollicités.

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE a été chargée de les mettre en œuvre. Il s'agit des transferts suivants :

Gaz	VALDALLIERE CARTIGNY L'EPINAY
Infrastructures de charge pour véhicules électriques, hybrides, à hydrogène rechargeables (IRVE)	SAINT-AUBIN-DES-BOIS

Au vu de cette décision, l'état actuel des 526 collectivités adhérentes au SDEC ÉNERGIE, par compétence transférée, est le suivant :

Signalisation lumineuse	48 communes
Eclairage public	454 communes 10 intercommunalités
Electricité	478 communes 1 intercommunalité

de charges Energies Renouvelables électriques	nunes 28 communes 3 intercommunalités	
Gaz Infrastructures de charges pour véhicules électriques	127 communes 226 communes 1 intercommunalité 1 intercommunalité	

Contribution à la Transition Energétique	Réseaux publics de chaleur et/ou de froid
6 communes	1 commune

Le Comité Syndical prend acte de cette communication.

AGENDA DU COMITE SYNDICAL

Pour permettre à chacun de s'organiser au mieux et de réserver les dates des réunions du Comité Syndical à l'avance, Madame la Présidente rappelle les prochaines assemblées plénières de 2025, à savoir :

- Jeudi 9 octobre 2025 14 h Salle Normandie de la CCI Caen Normandie à Saint-Contest,
- Jeudi 18 décembre 2025 14 h Salle Normandie de la CCI Caen Normandie à Saint-Contest.

Le Comité Syndical prend acte de ces prochaines échéances.



NORMANDIE ENERGIES TOUR

Madame la Présidente rappelle que la 9ème édition du Normandie Energies Tour aura lieu le samedi 20 septembre 2025 et invite les élus à promouvoir cette manifestation auprès de leurs collectivités. L'objectif du Normandie Énergies Tour est de promouvoir la mobilité bas carbone ainsi que le maillage du territoire en bornes de recharge. Des tarifs préférentiels sont proposés aux collectivités (engagement véhicule, pauses café, déjeuner buffet, cocktail apéritif et visites);

- 50 € par équipage de 2 personnes,
- 25 € par personne supplémentaire dans la voiture.

Le visuel de cette nouvelle édition est présenté aux élus :



Le Comité Syndical prend acte de cette communication

DECOMPTE DES POUVOIRS

Madame la Présidente annonce les pouvoirs réceptionnés, listés précédemment.

S'agissant d'une seconde convocation, aucun quorum n'est exigé et les représentants peuvent valablement commencer à délibérer.

ACCISE SUR L'ELECTRICITE - COMMUNE NOUVELLE DE SAINT-MARTIN-DE-MAY

En sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE), le SDEC ÉNERGIE perçoit de plein droit l'accise sur l'électricité à la place de ses communes membres dont la population totale recensée par l'INSEE au 1ºº janvier de l'année est inférieure ou égale à 2 000 habitants, ou pour lesquelles il percevait la taxe au 31 décembre 2010.

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 10 JUIN 2025 - SDEC ÉNERGIE 2025-04/CS/PV



2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

Pour les autres communes, la perception de l'accise sur l'électricité par le SDEC ÉNERGIE peut être décidée par délibérations concordantes de la commune et du Syndicat.

Les communes membres sont ainsi réparties en 3 catégories (selon règles d'éligibilité aux aides FACÉ et le niveau de perception, par le syndicat, de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) :

- Communes « A » = communes urbaines du Calvados qui perçoivent directement la TICFE;
- Communes « B » = communes urbaines du Calvados, pour lesquelles, le SDEC ÉNERGIE perçoit la TICFE; avec deux sous catégories:
- Communes B1, bénéficient d'un reversement de la TICFE de 50 %. Communes B2, ne bénéficient d'aucun reversement de la TICFE par le SDEC ÉNERGIE.
- Communes « C » = ne bénéficient d'aucun reversement de la TICFE par le SDEC ÉNERGIE mais disposent en contrepartie d'un niveau d'aide plus élevé que les autres catégories de communes

Le régime d'aide du syndicat est donc adapté en fonction de la catégorie de commune. Voici pour exemple, les différents taux d'aide octroyés pour les projets d'effacement de réseaux en 2025

3.2 EFFACEMENT DES RÉSEAUX

	Communes C	20%	20%	100%
Aides financières	Communes A Communes B1 Communes B2 Communes C	%09	20%	%08
Aides fin	Communes B1	20%	32%	20%
	Communes A	40%	20%	%09
Ohiet	2060	Réseau public d'électricité - d'éclairage public - Génie civil de communications électroniques		Rêseau électrique basse tension quand il est constitué de fils nus ou dans le cadre d'un programme spécifique intempéries (commune C uniquement dans ce dernier cas)*
Nature		Projet situé en Zone de Vent ou Zone de Qualité Prioritaire et programme spécifique intempérie	Projet situé sur le reste du département	Réseau électrique basse tension quand il est constitué de fils nus ou dans le cadre c programme spécifique intempéries (commune C uniquement dans ce dernier cas)*
		***************************************	coordonné	

Pour rappel, la commune de Saint-Martin-de-May est une commune nouvelle, créée au 1∉ janvier 2025, par la fusion des communes de Saint-Martin-de-Fontenay (2 560 habitants – Catégorie B1) et de May-sur-Orne (2 036 habitants – Catégorie B2). La commune de Saint-Martin-de-Fontenay, avait autorisé le SDEC ÉNERGIE à percevoir ladite accise à sa place et à lui reverser la moitié du produit. La commune de May-sur-Orne, quant à elle, avait autorisé le Syndicat à percevoir l'accise à sa place et à conserver la totalité du produit. La commune nouvelle de Saint-Martin-de-May, comptant 4 592 habitants, a délibéré le 22 avril dernier pour que le SDEC ÉNERGIE puisse percevoir directement l'accise sur le territoire communal et en conserver la totalité, à compter du 1er janvier 2026.

Le Comité Syndical est invité à se prononcer de manière concordante pour que :

- la commune nouvelle puisse, à compter du 1⁴ janvier 2026, relever de la catégorie des communes dites « B2 » et bénéficier du régime d'aides financières correspondant,
- que le SDEC ÉNERGIE puisse percevoir et conserver la totalité du produit de l'accise sur l'électricité de la commune de Saint-Martin-de-May, à compter du 1er janvier 2026.

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE donne la parole à l'assemblée. Aucune observation n'ayant été formulée, elle propose au Comité Syndical de valider ces propositions.

page 7/18

Délibération d'intérêt commun :

SDEC

Après avoir entendu les conclusions de ce rapport et après en avoir délibéré, le Comité Syndical, l'unanimité.

- **DECIDE** de classer la commune de Saint-Martin-de-May en catégorie « B2 » ;
- ACCEPTE de percevoir et conserver la totalité du produit de l'accise sur l'électricité de la commune de Saint-Martin-de-May, à compter du 1er janvier 2026 ;
- **ACCEPTE** de faire bénéficier la commune de Saint-Martin-de-May du régime d'aides correspondant aux communes de catégorie « B2 » conformément au guide des aides et contributions voté chaque année par le comité syndical
- **DIT** que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE;
- CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.

Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours

Par délibérations en date du 18 décembre 2014 et du 17 décembre 2015, le Comité Syndical a validé le principe de financement de la part à charge des collectivités par recours au fonds de concours, pour toutes les collectivités qui le souhaitent. La mise en œuvre du fonds de concours réclame, des collectivités concernées et du SDEC ÉNERGIE, une délibération concordante pour chacun des dossiers pour lesquels ce financement est sollicité.

27 mars 2025 par 39 communes, proposés en annexe de la note de synthèse explicative, pour les montants Le Comité Syndical est invité à se prononcer sur les 62 nouveaux projets présentés depuis le Comité Syndical du

Montant total HT des travaux:

2 611 313.81 €

- 1 324 752.26 € Montant de la participation communale:
- 1 287 905.35 € 36 846.91 € Montant du solde de fonctionnement: Wontant des fonds de concours : Montant du solde de fonctionner

Madame Catherine GOURNEY-LECONTE donne la parole à l'assemblée. Aucune observation n'ayant été formulée, elle propose au Comité Syndical de valider cette nouvelle liste.

Délibération d'intérêt commun :

Après avoir entendu les conclusions de ce rapport et après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité

- **APPROUVE** les 62 nouvelles demandes de financement de la part à charge des collectivités par recours au fonds de concours, pour un montant total de 1 287 905,35 €;
- DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE ;
- **CHARGE** Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.





Syndicat départemental d'énergies du Calvados

RESEAUX TRANSACTIONNEL ENTRE L'ENTREPRISE PROTOCOLE MISE EN ŒUVRE D'UN PROTOCI ENVIRONNEMENT ET LE SDEC ENERGIE

Le SDEC ENERGIE a attribué le lot n°10 du marché de «Travaux aériens et souterrains sur les réseaux : électricité, éclairage, génie civil de communications et infrastructures de recharge pour véhicules électriques » à pp l'entreprise STEPELEC sur décision de la Commission d'Appel d'Offres et par notification en date 28 juillet 2021, pour une prise d'effet au 1er janvier 2022. électricité, éclairage,

g e sauvegarde l na suite de difficultes ninancieres, l'entreprise STEPELEC a engagé une procédure de mars 2024, qui s'est convertie en liquidation judiciaire prononcée le 3 juillet 2024 par À la suite de difficultés financières, l'entreprise STEPELEC a engagé une Commerce de Caen. L'entreprise STEPELEC et l'entreprise RESEAUX ENVIRONNEMENT, en qualité de sous-traitant, ont sollicité le SDEC ENERGIE le 05 février 2024 (avant la procédure de sauvegarde) pour réaliser des prestations relatives à un effacement des réseaux rues Paul Cornu et de la Vallée à Lisieux. Le SDEC ENERGIE a validé cette demande de sous-traitance le 13 février 2024 et engagé la commande le 4 mars 2024. Le SDEC ENERGIE et l'entreprise STEPELEC ont convenu d'une décision de résiliation du marché, avec prise d'effet au 30 mai 2024. Les travaux confiés à l'entreprise RESEAUX ENVIRONNEMENT étaient encore en cours à cette date. Ils se sont achevés le 25 septembre 2024.

la Paierie Départementale du Calvados, en date du 31 janvier 2025 au motif que les « prestations réalisées postérieurement à la date de fin de l'activité de STEPELEC prononcée par le jugement de liquidation La prise en charge des factures de l'entreprise RESEAUX ENVIRONNEMENT par le SDEC ENERGIE a été rejetée par (03/07/2024) ne peuvent pas être réglées sur la base du marché.

permettre de justifier du paiement des sommes dues pour des prestations réalisées après la prise d'effet de la Le SDEC ENERGIE s'est rapproché de la Paierie Départementale du Calvados qui lui conseille d'établir un protocole transactionnel avec l'entreprise « réseaux environnement » basé sur un décompte de résiliation, pour résiliation du marché.

Le montant des sommes dues s'élève à 306 067,35€ TTC (dont 275 460,62 € TTC après résiliation du marché).

Pour information, le projet de protocole transactionnel transmis aux membres du Comité syndical lors de l'envoi de la convocation présente des montants sans TVA. Sur recommandation de la Paierie départementale donnée le 4 juin, le projet de protocole transactionnel a été modifié en ajoutant les montants de TVA. Madame Catherine GOURNEY-LECONTE donne la parole à l'assemblée. Aucune observation n'ayant été formulée, elle propose ce protocole, transmis aux représentants du Comité Syndical avec la note de synthèse jointe à leur première convocation, à l'approbation du Comité Syndical.

Délibération d'intérêt commun :

Après avoir entendu les conclusions de ce rapport et après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à

- VALIDE le protocole transactionnel convenu entre le SDEC ENERGIE et l'entreprise RESEAUX ENVIRONNEMENT permettant de formaliser l'accord entre les deux parties et de prendre en charge les factures correspondant aux prestations réalisées par l'entreprise RESEAUX **ENVIRONNEMENT**;
- **DIT** que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE
- **CHARGE** Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer ledit protocole transactionnel, ainsi que tous les actes et documents s'y rapportant.

page 9/18

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 10 JUIN 2025 - SDEC ÉNERGIE 2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

CONCESSIONS GAZ

RESEAU 굼 RACCORDEMENT CONVENTION RELATIVE AU RATTACHEMENT D'OUVRAGES DE RACCORDEMEI FAVORISANT L'INJECTION DE GAZ RENOUVELABLE ENTRE LE SDEC ÉNERGIE ET GRDF

Dans le cadre d'un projet d'unité de production de biométhane avec injection situé sur la commune de LISON, dans le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de bouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de bouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de bouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de distribution de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau profit de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de gaz, et afin de pouvoir atteindre le réseau public de gaz, et afin de gaz, sur-Mer, les ouvrages de raccordement nécessaires devront traverser les communes de Neuilly-la-Forêt (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer), Castilly (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer), Saint-Marcouf, Cartigny-'Épinay et Lison

Le projet de convention proposé, qui a été communiqué aux représentants du Comité Syndical dès le 20 mai le territoire des communes de Neuilly-la-Forêt (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer), Castilly (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer), Saint-Marcouf, Cartigny-l'Épinay et Lison pour permettre le raccordement du réseau public de dernier, a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les ouvrages sont réalisés et exploités par GRDF sur distribution de l'installation de production.

Les ouvrages de raccordement nécessaires sont :

- Des conduites MPC (moyenne pression de type C), d'une pression de 10 bars, en PE (polyéthylène), de diamètre 160 mm pour une longueur de :
- Neuilly-la-Forêt (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer) : 4 000 mètres
- Castilly (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer) : 3 000 mètres
- Saint-Marcouf: 1 500 mètres
 - Cartigny-l'Épinay : 3 700 mètres
- Lison: 800 mètres
- Un poste d'injection (comprenant comptage, odorisation et contrôle de qualité gaz) sur la commune de

En qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz sur les territoires de Neuilly-la-Forêt (commune déléguée d'Isigny-sur-Mer), Saint-Marcouf, Cartigny-I'Epinay et Lison, le SDEC ÉNERGIE consent à la construction de ces ouvrages sur le territoire de ces communes et en tant qu'Autorité concédante de la commune d'Isigny-sur-Mer, le SDEC ÉNERGIE consent à l'établissement d'ouvrages relevant de la concession de distribution au-delà du périmètre géographique du contrat syndical. La convention est conclue pour la durée de l'exploitation des ouvrages, éventuellement renouvelés. Si les ouvrages ne sont pas achevés au plus tard le 31 décembre 2029, la convention sera alors résiliée de plein droit, sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'une ou l'autre des parties.

Délibération d'Intérêt spécifique à la compétence « Gaz » :

Après avoir entendu les conclusions de ce rapport et après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité :

- APPROUVE la conclusion de la convention entre le SDEC ENERGIE et GRDF relative au rattachement d'ouvrages de raccordement du réseau favorisant l'injection de gaz renouvelable ;
- CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer ladite convention, ainsi que tous les actes et documents s'y rapportant.

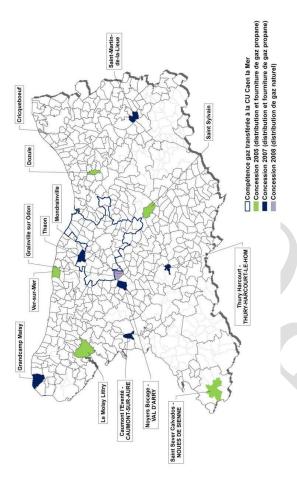


2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

BILAN DU RAPPORT DE CONTROLE ANTARGAZ ENERGIES 2024 - DONNEES 2023

Comme chaque année, les services du SDEC ÉNERGIE procèdent aux missions de contrôle auprès des différents concessionnaires et notamment d'ANTARGAZ ENERGIES Le contrôle réalisé en 2024 portait sur les données 2023 des trois contrats de concessions suivants (14 communes desservies au total):

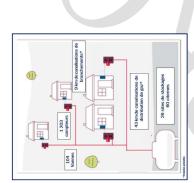


Synthèse des contrats	Concession 2005	Concession 2007	Concession 2008
Communes	Dozulé, Le Molay-Littry, Noues l'Eventé), Grandcamp-Maisy, de Sienne (Saint-Sever-Calvados), Saint-Sylvain et Yersur-Mer (Caumont-sur-Aure (Caumont-sur-Aure (Caumont-sur-Aure), Grandcamp-Maisy, National Parcourt-le-French	Caumont-sur-Aure (Caumont- I'Eventé), Grandcamp-Maisy, Val d'Arry (Noyers-Bocage), Saint-Martin-de-la-Lieue, Thaon et Thury-Harcourtle- Hom (Thury-Harcourt)	Cricqueboeuf, Grainvillesur- Odon et Mondrainville
Date d'entrée en vigueur du contrat	22/09/2005	26/10/2007	26/12/2008
Missions du concessionnaire	Distribution et fourniture gaz propane	Distribution et fourniture gaz propane	Distribution gaz naturel
Durée du contrat	30 ans	30 ans	30 ans
Fin du contrat	2035	2037	2038
Régime des biens	Biens concédés faisant retour Biens concédés faisant retour gratuit au terme du contrat gratuit au terme du contrat	Biens concédés faisant retour gratuit au terme du contrat	Biens concédés faisant retour moyennant une indemnité



Ce contrôle concerne les usagers, les travaux, les ouvrages des concessions, la qualité de la fourniture et la sécurité et la comptabilité des concessions. Une synthèse des contrats de distribution de gaz et de l'inventaire technique est proposée comme suit :

Synthèse des contrats	Unité	Concession 2005	Concession 2007	Concession 2008	Total
Nombre d'usagers	qu	437	504	159	1 100
Volume de gaz consommé et/ou acheminé	ЧМÐ	1,1	9'9	2,8	19,5
Longueur de réseau (hors branchements)	km	17,5	16,9	8,5	43
Nombre d'incidents (sur ouvrages exploités)	qu	2	2	2	9
Nombre d'usagers coupés (suite incidents)	qu	80	0	0	8
Valeurs nettes du patrimoine	ЭЧ	1 128	1611	528	2 853
Dépenses annuelles investies	ЭЧ	0	2,8	0	2,8
Résultats d'exploitation	ЭЧ	8	-105	-23	



52 km de canalisations*

*Linéaire de canalisations de distribution 43 km, linéaire de canalisations de branchement 8,6 km, soit un total de 51,6 km.

Les points d'attention suivants sont présentés aux élus :

- Comme en 2022, plusieurs indicateurs en 2023 font état d'un net ralentissement de l'activité du concessionnaire gaz.
- Celui-ci est lié à un changement des usages à la suite de l'entrée en vigueur de la RE 2020 et du décret tertiaire, aux conséquences de la politique de sobriété énergétique et aux conditions climatiques de 2023 (deuxième année la plus chaude enregistrée par Météo France depuis le début du 20^{eme} siècle, après 2022).
- Ce ralentissement va très certainement s'intensifier avec :
- o Le développement des réseaux de chaleur classés, sur le périmètre des concessions de distribution
- o Les interdictions de location des logements dont la performance énergétique est classée en G à partir du 1er janvier 2025 et classée en F à partir du 1er janvier 2028 (loi « climat et résilience » du 22 août 2021), impliquant leur rénovation énergétique et parfois un choix de changement d'énergie pour le chauffage

A noter qu'une réflexion est en cours sur l'élaboration d'un plan de secours dans le cas où le SDEC ÉNERGIE ne trouverait pas de candidat pour l'exploitation du prochain contrat de concession.



2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

Les principales conclusions de ce contrôle sont résumées comme suit :



- Évolution favorable des reliquats et de leur rythme de résorption.
- Les documents communiqués par le Concessionnaire sont exhaustifs mais leurs corrections

Le Concessionnaire a clarifié plusieurs éléments fournis : cette clarification doit se poursuivre.

- complexifient la mission de contrôle.
- Plusieurs indicateurs, compte tenu de leurs évolutions, sont sous surveillance (évolution du nombre de consommateurs...)
- Le développement des concessions est limité voire nul. Les investissements improductifs viennent dégrader le résultat financier des Concessions. La RE2020 limite le développement des réseaux gaz. Le Concessionnaire doit donc développer rapidement un gaz moins carboné et saisir toutes les opportunités de développement des concessions, notamment en rencontrant ou contactant au moins une fois par an l'ensemble des communes, en y associant le Concédant.
- Les résultats des comptes d'exploitation doivent être appréhendés avec prudence et la pratique
- Plusieurs indicateurs relatifs à la qualité de service ne sont pas satisfaisants : consolidation des tarifs sociaux incorrecte, absence de conseil tarifaire, impossibilité de suivre le respect des délais standards ou convenus de réalisation des prestations annexes, pas d'indicateurs relatifs à des amortissements doit encore s'améliorer. l'utilisation du chèque énergie.
 - Le Concessionnaire doit :
- parfaire l'inscription des valeurs brutes à l'inventaire,
 - corriger le calcul des droits du concédant,
- clarifier les clés de répartition des charges indirectes des comptes d'exploitation.

Délibération d'intérêt spécifique à la compétence « Gaz » :

Après avoir entendu les conclusions de ce rapport et après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité

- **PREND ACTE** de la production du compte rendu annuel d'activités d'ANTARGAZ ENERGIES ;
- **PREND ACTE** du rapport annuel de contrôle de la concession (joint en annexe de la note de synthèse jointe à la 1^{lev} convocation) ;
- **CHARGE** Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.

TRANSITION ENERGETIQUE

POINT D'ETAPE SUR LA CREATION D'UN OU PLUSIEURS OPERATEURS POUR FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ET LA MASSIFICATION DES PROJETS DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

de projets EnR de grande puissance, dans une logique de favoriser la consommation locale d'énergies, par la montée au capital de sociétés de projets spécifiques, notamment dans le cadre de déploiement d'ombrières. Dans le cadre de son projet stratégique, le SDEC ENERGIE s'est fixé l'objectif de devenir un acteur public majeur dans la production d'énergie renouvelable locale par la création d'une structure porteuse pour le développement

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 10 JUIN 2025 - SDEC ÉNERGIE 2025-04/CS/PV

Un plan d'actions spécifique a été mis en place pour atteindre cet objectif stratégique. Les principales étapes sont les suivantes :

- Développement de la compétence « énergies renouvelables
- Création de sociétés de projets avec les acteurs du territoire et de la production d'énergies renouvelables pour monter en compétence et développer de nouveaux modèles (ex: autoconsommation collective, partenariat public/privé, etc..)
- Création d'un opérateur pour favoriser le développement et la massification des projets de production d'énergies renouvelables (de grande taille).
- La compétence « énergies renouvelables »

photovoltaïque ou de production de chaleur. Plus de 20 installations solaires sur toiture et près de 10 Première « phase » de son accompagnement; après avoir modifié ses statuts, le syndicat propose, par transfert de compétence, de développer, financer et exploiter des projets de production d'électricité installations de production de chaleur ont été développées en quelques années. Le contexte énergétique et les besoins des collectivités évoluent et interrogent l'accompagnement proposé par le syndicat. Nous sommes donc entrés dans une seconde étape visant à accompagner le développement de projets orientés vers l'autoconsommation collective par le biais de la création de deux sociétés de projets.

Les société de projets de production d'énergies renouvelables

La société SOLISDEC

En octobre 2024, en partenariat avec SEE YOU SUN (développeur privé) et Energie partagée investissement (fonds d'épargne citoyenne), le SDEC ÉNERGIE a ainsi créé la société SoliSDEC et une 1 ere grappe de 6 projets d'ombrières photovoltaïques a été identifiée (puissance cumulée de 1,8 MWc pour un investissement estimé à 2,3 M€) :

Commune	Puissance	Investissement	Avancement / Prochaine Etape
FALAISE	166 kWc	214 K€	Projet sécurisé – Lancement des travaux été 2025
LES MONTS-D'AUNAY	370 kWc	422 k€	Drolat cóntricó
VIRE-NORMANDIE	253 KWc	306 k€	En attente d'obtention de l'emprunt avant
THURY-HARCOURT	332 kWc	419 k€	d'engager les travaux
LAIZE-CLINCHAMPS	198 kWc	237 k€	Sous réserve de sécurisation par un tarif
FLEURY-SUR-ORNE	499 kWc	646 k€	decide (revision des tanns decide previer au $1^{\rm er}$ juillet 2025)
Sous-total	1,8 MWc	2,3 M€	

Nous sommes aujourd'hui en phase de recherche de financement auprès de banques locales pour commencer les projets. Le premier projet (Falaise) doit sortir de terre d'ici cet été. Les autres suivront dès obtention des

A noter que la récente évolution des tarifs d'achat de l'électricité produite (décret S21) pourrait remettre en cause la faisabilité économique des projets qui n'auront pas été sécurisés au 30 juin (peut-être 2 pour ce qui nous concerne)

En parallèle ; les études d'autoconsommation collective sont en cours.

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 10 JUIN 2025 - SDEC ÉNERGIE 2025-04/CS/PV

page 15/18



2025-04/CS/PV

Syndicat départemental d'énergies du Calvados

La société NACRE ENERGIE

Normandie Aménagement, le SDEC ÉNERGIE a créé la société Nacre Energie ayant pour ambition d'équiper 18 toitures photovoltaïques sur des bâtiments tertiaires d'une ZAC de Cœur de Nacre (puissance cumulée de En décembre 2024, en partenariat, cette fois-ci, avec la Communauté de communes Cœur de Nacre et la SEM 2,6 MWc en autoconsommation collective, pour un investissement estimé à 2,4 M€).

Deux projets sont d'ores et déjà en cours:

- Nacre Ambulances 36 kWc
 - Activa Park 144 kWc

Le marché de travaux correspondant sera lancé fin juin 2025, pour une réalisation en fin d'année 2025 (financement sur fonds propres) en vue d'une mise en service en début d'année 2026.

En outre, une consultation a été lancée pour l'acquisition d'un outil d'Energy Management pour cet été. Cet outil doit permettre de gérer les aspects administratif et financier de la mise en place de l'autoconsommation

La création d'un opérateur pour favoriser le développement et la massification des projets de production d'énergies renouvelables (de grande taille) En 2024, le SDEC ENERGIE a mené, en partenariat avec Caen la mer, une étude visant à étudier l'opportunité et la faissbilité de créer un obérateur énergétrane (de rune SEM): faisabilité de créer un opérateur énergétique (de type SEM);

- Complémentaire avec les activités du syndicat, lui permettant d'intervenir notamment sur des projets de taille plus importante,
- Permettant de répondre aux besoins des territoires en matière d'ingénierie de développement, de financement et d'exploitation de « gros projets »,
- Permettant de mutualiser l'ingénierie avec Caen la mer tout en lui permettant de rester indépendant dans ses choix d'investissement.

Cette étude a abouti à la proposition de différents scénarios d'organisation, auxquels est venu s'ajouter un scénario porté par le Conseil départemental qui a rejoint la démarche en novembre 2024.

Lors de sa séance du 6 décembre 2024, le Bureau Syndical a retenu 2 scénarios pour approfondissement :

cénario issu de l'étude

scénario proposé par le Conseil départemental

Création d'une SEM partenariale (grands projets) Ingénierie mutualisée en s'app sur le SDEC ENERGIE (petits p publics) Scénario « SEM » :

Le premier scénario (SEM) consiste à :

Mutualiser l'ingénierie avec Caen la mer pour la réalisation de petits projets sur le foncier des collectivités en renforçant le lien entre les services du syndicat et de Caen la mer par le biais de convention et en consolidant l'ingénierie proposée aux collectivités par le syndicat dans la réalisation des projets. Nous imaginons la mise en place de nouveaux accompagnements des collectivités sans transfert de compétence, y compris lorsque la collectivité souhaite porter l'investissement, par exemple par des prestations de service en quasi-régie : études, AMO, MOE, vente d'électricité, exploitation, PMO mutualisée... 0

Créer une SEM dont le capital public serait détenu par le SDEC ENERGIE et d'autres acteurs publics pour développer et investir dans des projets de taille plus importante sur du foncier public ou privé.

- Le second scénario (porté par le Conseil départemental) consiste à :
- Créer une SEM multi partenariale comme dans le scénario précédent pour les grands projets 0
- Mais il prévoit également la création d'une SPL pour mutualiser l'ingénierie et investir dans des petits et moyens projets sur le foncier des collectivités. D'abord sur le propre patrimoine du conseil départemental et peut être des communes, (si la communauté urbaine confirme son intérêt pour ce scénario) 0
- Créer un GIE regroupant la SEM et la SPL pour mutualiser des fonctions supports, porter une vision stratégique, avoir une gouvernance partagée des deux structures. 0

Un travail d'approfondissement de ces scénarios a donc été mené au cours des derniers mois par le biais notamment d'une concertation avec les collectivités : des rencontres individuelles avec chacun des 15 EPCI (hors Caen la mer) et des structures porteuses de PCAET, ainsi qu'une réunion avec les communes porteuses de projets d'énergies renouvelables.

De cette concertation, il ressort que:

- La création d'une SEM est perçue très favorablement car répondrait à un besoin réel.
- Les collectivités se voient investir principalement dans les SAS, intérêt de certains EPCI participation symbolique dans la SEM.
- Peu d'intérêt est porté pour la SPL, les communes estimant que c'est le rôle du SDEC ENERGIE de les accompagner dans leurs projets d'ENR.
- Crainte d'une multiplication des structures, d'une perte de maîtrise et d'une augmentation des coûts.
- Un questionnement sur le positionnement du Conseil départemental sur cette mission de développement des projets de production d'énergies renouvelables sur le territoire.

A la suite de cette concertation, le Bureau Syndical du 25 avril 2025, à l'unanimité, a pris les décisions suivantes :

- Choix du scénario avec la création d'une SEM comme outil opérationnel au service des territoires (pas de SPL dans l'immédiat).
- Souhait que le syndicat d'énergie soit fort dans l'actionnariat public de la future structure.
- Souhait de voir lancée rapidement l'étude de faisabilité devant aboutir, si elle est favorable, à la création de la SEM.
- Poursuivre les échanges avec Caen la mer pour préciser les modalités de mutualisation de Principe de renforcement de notre accompagnement des collectivités, notamment en matière l'ingénierie par le biais d'une convention de partenariat. 4. <u>ي</u>
- Rester ouvert à la création d'une SPL ultérieurement avec le Conseil départemental, Caen la mer ou d'autoconsommation individuelle et collective.

d'autres acteurs selon les besoins des projets au cas par cas.

A noter que le syndicat ne voit pas aujourd'hui l'intérêt que pourrait avoir la création d'une SPL pour répondre aux besoins des collectivités, étant entendu qu'il propose d'ores et déjà un accompagnement aux communes. Le risque de « concurrence » ou de perte de lisibilité pour les collectivités paraît inévitable.



Syndicat départemental d'énergies du Calvados

A l'occasion d'une rencontre entre les président(e)s des 3 structures partenaires, le 20 mai dernier

- Le SDEC ENERGIE confirme son intérêt pour la SEM (uniquement dans un premier temps.),
- Le Conseil Départemental confirme son attachement au scénario SEM + SPL
- Caen la mer n'a pas encore de positionnement officiel mais le scénario avec la SPL semble intéresser (doit présenter le projet devant ses instances fin juin).

Malgré les divergences, il a été décidé le lancement d'une prestation financée par les 3 partenaires (portage marché par le Conseil départemental) qui a pour objet un accompagnement technique, juridique et économique pour étudier la faisabilité et la création d'Entreprises Publiques Locales (EPL) de développement et de portage de projets de production d'énergies renouvelables.

Elle comprend:

- Une étude de faisabilité d'une SEM
- Une étude de faisabilité d'une SPL
- Le cas échéant, l'accompagnement à la création de la/des structures

A noter qu'il est prévu de distinguer deux coordinateurs techniques pour la SEM et pour la SPL :

- SEM: coordinateur technique SDEC ENERGIE
- SPL: coordinateur technique Département du Calvados

Le marché devrait être lancé d'ici cet été et les études doivent pouvoir commencer au cours du dernier trimestre

Elles devraient ainsi permettre à chaque partenaire de confirmer son positionnement pour répondre aux attentes des partenaires et des collectivités :

L'ordre du jour étant épuisé, Madame Catherine GOURNEY-LECONTE remercie les élus pour leur présence et lève la séance après avoir, une nouvelle fois, rappelé les dates et lieux des prochaines assemblées plénières :

- ▶ Jeudi 9 octobre 2025 14 h Salle Normandie de la CCI Caen Normandie à Saint-Contest,
- **Jeudi 18 décembre 2025 14 h -** Salle Normandie de la CCI Caen Normandie à Saint-Contest.

Le Secrétaire de séance,

La Présidente,

Philippe LAGALLE

Catherine GOURNEY-LECONTE





CONVENTION RELATIVE AU RATTACHEMENT D'OUVRAGES DE RACCORDEMENT DU RÉSEAU FAVORISANT L'INJECTION DE GAZ RENOUVELABLE ENTRE LE SDEC ENERGIE (AUTORITE CONCÉDANTE) ET GRDF

Entre les soussignés :

Le Syndicat Départemental d'Energies du Calvados (SDEC ENERGIE), représenté par Madame Catherine GOURNEY-LECONTE, Présidente, dûment habilitée à cet effet par délibération du Comité syndical en date du ______ et transmise préalablement en préfecture le ______ accompagnée des pièces du projet de convention,

Et

GRDF, société anonyme au capital de 1 835 695 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 17 rue des Bretons – 93210 SAINT-DENIS, représentée par Monsieur VINCENT CHEVALLIER, délégué concessions

Ci-après dénommées ensemble « les Parties ».

Nord-Ouest, dûment habilité,

Préambule

La société **METHA LELIEVRE** développe un projet d'unité de production de biométhane (ci-après désigné, « l'Installation de production ») sur la commune de **VALDALLIÈRE** (commune déléguée de **PRESLES**) et souhaite injecter le biométhane ainsi produit dans le réseau public de distribution de gaz.

La commune de **VALDALLIERE** ne dispose toutefois pas d'un service public de distribution de gaz sur son territoire et a transféré sa compétence gaz au **SDEC ENERGIE**.

Le réseau de distribution le plus proche permettant l'injection de biométhane est situé sur la commune de VIRE-NORMANDIE (commune déléguée de VAUDRY INSEE : 14730), qui a transféré sa compétence au SDEC ENERGIE. Ce réseau de distribution a été concédé à GRDF par un contrat de concession (ciaprès « la Concession de distribution signé le 15 décembre 1997 pour une durée de trente ans.

En l'absence d'un service public de distribution de gaz sur la commune de VALDALLIÈRE (communes déléguées de PRESLES et de BURCY), les Parties entendent rattacher les ouvrages de raccordement réalisés sur ces communes au réseau de distribution situé sur la commune de VIRE-NORMANDIE - commune déléguée de VAUDRY).

Les Parties conviennent d'inclure les ouvrages de raccordement ainsi construits dans le champ de la Concession de distribution, en application des dispositions suivantes :

- l'article L. 111-97 du Code de l'énergie prévoit qu'« un droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution de gaz naturel ainsi qu'aux installations de gaz naturel liquéfié, y compris les installations fournissant des services auxiliaires, est garanti par les opérateurs qui les exploitent aux clients, aux producteurs de biogaz ainsi qu'aux fournisseurs et à leurs mandataires, dans des conditions définies par contrat. »
- l'article L. 453-10 du Code de l'énergie précise qu' « un réseau public de distribution de gaz naturel peut comprendre une canalisation de distribution de gaz située hors de la zone de desserte du gestionnaire de ce réseau public sous réserve de l'accord entre l'autorité organisatrice de ce réseau et les communes sur le territoire desquelles la canalisation est implantée ou, le cas échéant, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou syndicats mixtes lorsque la compétence afférente à la distribution publique de gaz leur a été transférée. Ces dispositions sont applicables à une canalisation nécessaire pour permettre le raccordement à un réseau public de distribution de gaz naturel d'une installation de production de biogaz implantée en dehors de la zone de desserte du gestionnaire de ce réseau »
- l'article L. 432-8 8° du Code de l'énergie disposent que les gestionnaires des réseaux de distribution sont chargés « (...) de favoriser l'insertion des énergies renouvelables dans le réseau »
- l'article L. 453-9 du Code de l'énergie dispose que « lorsqu'une installation de production de biogaz est située à proximité d'un réseau de gaz naturel, les gestionnaires des réseaux de gaz naturel effectuent les renforcements nécessaires pour permettre l'injection dans le réseau du biogaz produit [...] »
- les stipulations de l'article 3 du cahier des charges attaché à la convention de concession de distribution permettent que des accords locaux interviennent à la marge entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire, dans le cas où l'intérêt général justifierait l'établissement d'ouvrages franchissant les limites de concession, et ce sans remettre en cause le périmètre de la concession sur le territoire de la commune de VIRE-NORMANDIE.
- Par ailleurs, le projet d'injection de biométhane répond aux objectifs de la transition énergétique et revêt en conséquent un caractère d'intérêt général, justifiant sur un plan économique et environnemental la réalisation du projet.

Les Parties se sont par conséquent rapprochées afin de formaliser leur accord concernant l'implantation et le statut des ouvrages nécessaires au développement de l'injection de gaz renouvelable dans le réseau public de distribution.

Cela étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

Par la présente convention (ci-après désignée « la Convention »), les Parties définissent les conditions dans lesquelles les ouvrages définis à l'article 2 sont réalisés et exploités sur le territoire de la commune de VALDALLIÈRE (communes déléguées de PRESLES et de BURCY) pour permettre le raccordement du réseau public de distribution de l'installation de production.

La Convention n'octroie pas à **GRDF** la qualité de concessionnaire de la distribution publique de gaz de la commune de **VALDALLIÈRE**, et ne lui permet pas de desservir des clients consommateurs situés sur ces communes, ni d'implanter sur celles-ci des ouvrages autres que ceux définis à l'article 2 de la Convention.

Article 2 - Description des Ouvrages

Les ouvrages nécessaires (ci-après « les Ouvrages ») sont décrits ci-après :

Ouvrages de raccordement :

- Longueur de conduite MPC en PE (polyéthylène) de diamètre 160 :
 - VALDALLIERE (code INSEE : 14726) : 5 000 mètres dont :
 - Commune déléguée de PRESLES: 1 700 m
 - Commune délégué de BURCY : 3 300 m
- Un poste d'injection (comprenant comptage, odorisation et contrôle de qualité gaz) sur la commune de VALDALLIÈRE (commune déléguée de PRESLES)

Le tracé indicatif des travaux figure en annexe à la présente Convention.

Le plan définitif et les longueurs réelles seront ceux arrêtés après réalisation des Ouvrages.

Toute modification significative de ce tracé donne lieu à la signature par les Parties d'une nouvelle Convention. Une modification significative du tracé est une modification impliquant un déplacement important des Ouvrages décrits ci-dessus.

Il est rappelé que la présente Convention ne dispense pas du respect des conditions d'intervention sur le domaine public routier au sens des dispositions du Code de la voirie routière, et que GRDF devra donc, avant toute réalisation des travaux, déposer une demande d'accord technique auprès des services compétents.

Article 3 - Accord des parties et Statut des Ouvrages

En application de l'article L. 453-10 du Code de l'énergie et en qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz sur le territoire de **VALDALLIÈRE**, le SDEC ENERGIE consent à la construction des Ouvrages sur son territoire aux conditions définies ci-après.

En tant qu'Autorité concédante de la commune **de VIRE-NORMANDIE**, le **SDEC ENERGIE** consent à l'établissement d'ouvrages relevant de la Concession de distribution au-delà du périmètre géographique de ce contrat.

Les Parties conviennent par conséquent que les Ouvrages visés à l'article 2 de la Convention sont intégrés dans le patrimoine concédé de la Concession de distribution SDEC et sont inscrits dans l'inventaire tenu par GRDF au titre de cette Concession de distribution.

Article 4 - Réalisation et exploitation des Ouvrages

Les Ouvrages sont conçus, construits et exploités par **GRDF** en sa qualité de concessionnaire de la distribution publique de gaz au titre de la Concession de distribution à laquelle ces Ouvrages sont intégrés.

Sous réserve de l'alinéa suivant, **GRDF** assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'exploitant de réseau, notamment celles découlant des dispositions des articles L. 554-1 et R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement. Elle renseigne en conséquent le Guichet Unique et répond aux Déclarations de Travaux (DT) et Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT).

GRDF porte à la connaissance de la commune de **VALDALLIÈRE**, le numéro d'urgence sécurité gaz à contacter en cas de nécessité : 0 800 47 33 33 (service et appel gratuits).

Article 5 - Sort des Ouvrages

En cas de lancement par l'autorité concédante d'une procédure d'attribution d'une délégation de service public portant sur la distribution publique de gaz naturel sur la commune de VALDALLIÈRE les Parties se rencontreront pour préciser le sort des Ouvrages conformément au cadre juridique applicable.

Dans ce cadre, les Parties prendront notamment en considération l'intérêt que pourrait présenter l'utilisation des Ouvrages pour la desserte des consommateurs situés sur la commune de VALDALLIÈRE.

Article 6 - Entrée en vigueur et Durée

La Convention entre en vigueur à sa date de signature par la dernière des Parties et le cas échéant après accomplissement des formalités nécessaires à la rendre exécutoire.

Elle est conclue pour la durée de l'exploitation des Ouvrages, éventuellement renouvelés.

Les Parties conviennent de se rapprocher et, le cas échéant, d'adapter par avenant les dispositions de la Convention en cas d'évolution du contexte législatif et réglementaire de nature à avoir des effets sur le raccordement de l'Installation de production de distribution de gaz.

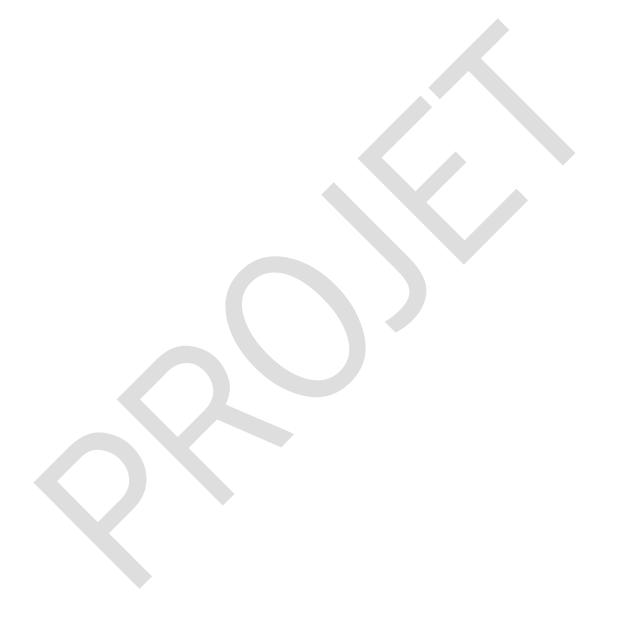
Si les Ouvrages visés à l'article 2 ne sont pas achevés au plus tard le 31 décembre 2030, la Convention sera alors résiliée de plein droit, sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties.

Article 7- Litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige les opposant concernant la présente Convention. A cet effet, la partie la plus diligente adresse aux autres parties une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, énonçant l'objet du litige.

Faute de résolution amiable de ce litige dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la lettre précitée, chaque partie a la faculté de saisir la juridiction compétente.

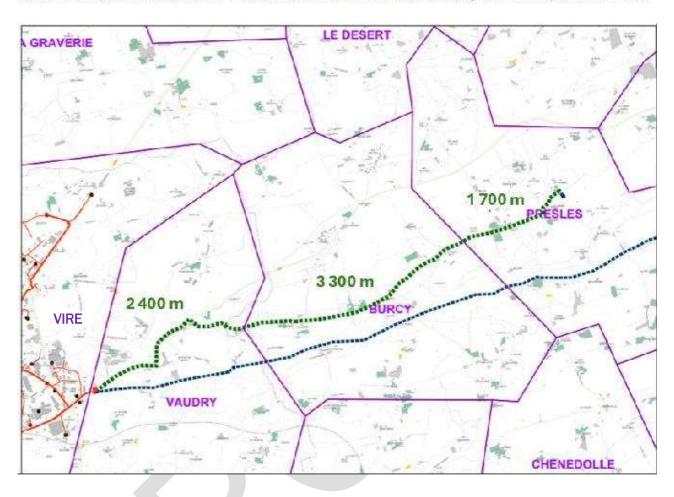
Fait à CAEN, le	
En trois exemplaires,	
Pour le SDEC ÉNERGIE	Pour GRDF
La Présidente	Le Délégué Concessions NORD-OUEST



Annexe: Tracé du réseau de gaz

Réseau gaz en pointillé vert

Raccordement d'un poste blométhane à Valdallière (Presies) en la pose de 7400m de MPC (2400m sur Vaudry : 3300m sur Burcy et 1700m sur Presies)



SDEC ENERGIE

DOSSIERS DE DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS du Comité Syndical du 09 octobre 2025

N° dossier	Commune	Intitulé du dossier	Nature travaux	Mt global HT	Participation communale	Fonds de concours	Solde
25EPI0595		EXTENSION ECLAIRAGE STADE D'ARGOUGE : TERRAIN 2	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	73 053,92 €	58 443,14 €	54 790,44 €	3 652,70 €
25EPI0594	BAYEUX	EXTENSION ECLAIRAGE STADE D'ARGOUGE : TERRAIN 1	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	76 257,90 €	61 006,32 €	57 193,43€	3 812,90 €
25EPI0596		EXTENSION ECLAIRAGE PUBLIC POLE SANTE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	15 878,49 €	12 702,79 €	11 908,87 €	793,92€
25EPI0579		RENOUVELLEMENT DE 4 FOYERS VETUSTE ARMOIRE 13	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	6 199,69 €	4 649,77 €	4 649,77 €	
25EPI0564	BLAINVILLE-SUR-ORNE	RENOUVELLEMENT DE 59 FOYERS VETUSTE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	24 309,81€	18 232,36 €	18 232,36 €	
21AME0011	BLANGY-LE-CHATEAU	RD98A - ROUTE DE CORMEILLES	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	72 458,24 €	37 792,99 €	37 792,99€	
25EPI0539	BRETTEVILLE-SUR- ODON	DEPOSE FOYERS 01-023 / 01-016 / 01-003 / 01-002 / 01-058 / 01-059 / 01-070	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	1 854,20 €	1 854,20 €	1 390,65 €	463,55€
25EPI0607	CAGNY	RENOUVELLEMENT DE FOYERS - PROGRAMME 2025	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	65 667,55€	45 967,29 €	45 967,29 €	
24EPI0036	CAMBREMER	RENOUVELLEMENT DE 20 LAMPADAIRES DANS LE CADRE DU PROGRAMME R30	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	22 716,13 €	9 086,45 €	9 086,45 €	
24AME0055	CHICHEBOVILLE	RD232 - RUE EOLE ET VENELLE DE BENEAUVILLE	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	87 376,61€	67 795,87 €	65 532,46 €	2 263,41 €
23EPI0900		RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL EN E7 (TERRAIN 2)	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	65 076,45 €	52 061,16 €	48 807,34 €	3 253,82 €
25EPI0341		RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL EN E7 (TERRAIN 4)	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	21 958,15 €	13 174,89 €	13 174,89€	
23EPI0135	CORMELLES-LE-ROYAL	RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL EN E7 (TERRAIN 1)	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	21 228,72 €	12 737,23 €	12 737,23€	
23EPI0899		EXTENSION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC STADE CORMELLES-LE-ROYAL (TERRAIN 3) – NON HOMOLO	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	44 312,58€	35 450,06 €	33 234,44 €	2 215,63 €
25EPI0582	COULONCES	RENOUVELLEMENT DE FOYER STADE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	15 492,09€	10 844,46 €	10 844,46 €	
25EPI0714	COURTONNE-LA- MEURDRAC	REFECTIONS VOIRIE CENTRE BOURG	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	3 122,58€	2 185,81 €	2 185,81€	
24AME0002	DAMBLAINVILLE	RD 248 - ROUTE DU MESNIL SOLEIL	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	122 530,12 €	45 089,85 €	45 089,85 €	
25EPI0458	DOUVRES-LA- DELIVRANDE	EXTENSION ECLAIRAGE PUBLIC POLE MULTIMODAL XEON	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	111 970,93 €	89 853,22 €	83 978,20 €	5 875,02 €
24EPI1240	FALAICE	RENOUVELLEMENT DES CANDELABRES 10-091 A 10- 097	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	13 838,69 €	8 303,21 €	8 303,21€	
24EPI0904	FALAISE	AMENAGEMENT FONTAINE COUVERTE - DERNIERE TRANCHE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	20 727,63€	16 582,10 €	15 545,72€	1 036,38 €
25EPI0491	FONTAINE- ÉTOUPEFOUR	EXTENSION ECLAIRAGE PHOTOVOLTAIQUE PARKING CIMETIERE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	5 765,58€	4 324,18 €	4 324,18€	
21AME0109	GRANDCHAMP-LE- CHATEAU	RD269 - ROUTE DE ST JULIEN LE FAUCON	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	136 359,85€	40 907,96 €	40 907,96€	
20EPI0597	GRENTHEVILLE	RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE DU CHEMINEMENT PIETON / PROJECTEURS STADE EN LED	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	30 160,10 €	21 112,07 €	21 112,07 €	
21AME0156	HEROUVILLE-SAINT- CLAIR	RUE DE LA CORDERIE - RUE DES SOURCES	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	446 886,98 €	326 332,83 €	326 332,83 €	
23AME0032		RUE BRIGADE PIRON	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	60 303,63 €	15 227,38 €	15 227,38€	
20AME0121		RUES LEROSSIGNOL - LEDANOIS - FOUCHARD	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	177 736,33€	76 312,68 €	76 312,68€	
25EPI0592	HOULGATE	RENOUVELLEMENT DES APPLIQUES AUTOUR DU CASINO HORS SERVICE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	18 590,40 €	13 013,28 €	13 013,28 €	
24EPI0872		RENOUVELLEMENT DE 46 LAMPADAIRES DANS LE CADRE DU PROGRAMME R30 2024	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	71 346,30€	28 538,52 €	28 538,52 €	
22EPI0582	LA GRAVERIE	FOURNITURE ET POSE D'UN PMV SIMPLE FACE, FORMAT PORTRAIT, EN COULEUR.	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	16 705,29€	10 858,44 €	10 858,44 €	
20AME0019	LE MESNIL-PATRY	RUE DE CRISTOT	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	146 279,26€	95 081,52 €	95 081,52€	
21AME0151	LISIEUX	ALLEE LOUIS DUBOIS	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	23 190,34 €	14 653,61 €	14 653,61€	
24EPI0875	LIVAROT	RENOUVELLEMENT DE 99 LAMPADAIRES DANS LE CADRE DU PROGRAMME R30	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	80 469,36 €	32 187,74 €	32 187,74€	

N° dossier	Commune	Intitulé du dossier	Nature travaux	Mt global HT	Participation communale	Fonds de concours	Solde
20AME0135	MAGNY-LA-CAMPAGNE	RUE DES BRUYERES ET VENELLE AUX CHAMPS	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	211 654,17 €	40 158,86 €	40 158,86 €	
23DPE0006	MAIZIERES	RD91 - RUES MAJOR STYFFE / BERTHE - PROGRAMME INTEMPERIES AURORE	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	410 802,63 €	95 653,88 €	95 653,88€	
24EPI1044		CREATION RESEAU ECLAIRAGE, VOIE NOUVELLE FERME DU BREUIL	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	50 307,23€	37 730,42 €	37 730,42€	
25EPI0353	MEZIDON-CANON	CREATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE FERME DU BREUIL	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	41 527,00€	31 497,76 €	31 145,25 €	352,51€
24EXT0108	WEZIDON-CANON	BT E VAILLANT - 431-15 - ALIMENTATION D'UN LOTISSEMENT COMMUNAL DE 3 LOTS	EXTENSION DE RESEAUX ELECTRIQUES	13 930,73 €	6 965,36 €	6 965,36 €	
25EPI0463		RENOUVELLEMENT DE 282 LUMINAIRES DANS LE CADRE DU PROGRAMME R30 2025	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	246 428,10 €	147 856,86 €	147 856,86 €	
25EPI0739	MOULT CHICHEDOVILLE	EXTENSION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC ROND POINT LOUISE MICHEL	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	8 903,44 €	6 677,58 €	6 677,58€	
25EPI0406	MOULT-CHICHEBOVILLE	RENOUVELLEMENT DE LAMPADAIRES - FONDS VERT 2023	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	88 961,76€	35 584,70 €	35 584,70 €	
21AME0164	NORON-LA-POTERIE	ROQUETTES	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	167 464,08€	79 416,84 €	79 416,84 €	
25EPI0073	OUILLY-LE-VICOMTE	RENOUVELLEMENT ECLAIRAGE ESPACE ENTRAINEMENT AU FOOTBALL NON HOMOLOGABLE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	17 068,92€	6 827,57 €	6 827,57 €	
25EPI0075	OUISTREHAM	MISE EN SERVICE CAMERA C48	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	1 959,82 €	1 500,34 €	1 469,87 €	30,47 €
25EPI0715	PORT-EN-BESSIN- HUPPAIN	EXTENSION DU RESEAU VOIE VELOMARITIME- TERRASSEMENT ET DEROULAGE FOURREAUX ET CUIVRE NU	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	25 188,82 €	17 632,17 €	17 632,17 €	
18AME0058	PUTOT-EN-BESSIN	RUE DE L'EGLISE	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	69 833,88€	52 576,95 €	52 576,95 €	
21EPI0336	ROULLOURS	RENOVATION ET EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC EXISTANT	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	25 993,36 €	18 195,35 €	18 195,35 €	
23AME0043	SAINT-LAURENT-SUR- MER	RUE DU VAL - CIARAN	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	128 181,83€	15 202,45 €	15 202,45 €	
24AME0023	SAINT-PIERRE-SUR-	RUE DE FALAISE	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	39 227,44 €	18 098,98 €	18 098,98€	
20AME0022	DIVES	RD40 - RUES DU BOSQ ET DU 11 NOVEMBRE	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	209 294,81 €	111 255,63 €	111 255,63 €	
23EPI0442	SAINT-SYLVAIN	CREATION ARMOIRE POUR ALIMENTATION TERRAIN DE FOOT A 5	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	15 540,92€	11 211,46 €	11 211,46 €	
25SIL0023	SAINT-VIGOR-LE-GRAND	RENOUVELLEMENT MATERIELS SL SUITE SYSTEMATIQUE 2024 CARREFOUR 28	SIGNALISATION LUMINEUSE	7 433,40 €	5 575,05 €	5 575,05€	
25SIL0049	SAINT-VIGUR-LE-GRAND	DEPOSE CARREFOUR N°29 SUITE AMENAGEMENT GIRATOIRE	SIGNALISATION LUMINEUSE	4 531,10 €	3 398,33 €	3 398,33 €	
20EPI0853	SANNERVILLE	EXTENSION D'UN PANNEAU A MESSAGES VARIABLES	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	25 227,55€	17 309,11 €	17 309,11€	
23EPI0261	SUBLES	RENOUVELLEMENT DES LAMPADAIRES DE PLUS DE 30 ANS	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	11 333,60 €	5 666,80 €	5 666,80 €	
21AME0160	TROARN	RD 675 - ROUTE DE ROUEN SORTIE EST	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	84 891,24€	59 088,45 €	59 088,45 €	
25EPI0335		RENOUVELLEMENT DES FOYERS HORS-SERVICE SUR LES ARMOIRES 14 ET 29	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	18 693,75€	14 955,00 €	14 020,31€	934,69€
25SIL0003		RENOUVELLEMENT DU POTEAU ET DU SIGNAL PIETON C186	SIGNALISATION LUMINEUSE	1 361,76€	1 089,41 €	1 021,32€	68,09€
25EPI0400		EXTENSION DU RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	6 114,15€	4 891,32 €	4 585,61€	305,71€
25EPI0676	TROUVILLE-SUR-MER	RENOUVELLEMENT DU LAMPADAIRE 19.033 HORS- SERVICE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	1 290,61€	1 032,49 €	967,96€	64,53€
25EPI0663		RENOUVELLEMENT LAMPADAIRE 19.019 ACCIDENTEE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	1 290,61€	1 032,49 €	967,96€	64,53€
25EPI0610		RENOUVELLEMENT DU MAT 16.10 ACCIDENTE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	993,99 €	383,12 €	383,12 €	
21AME0166		RUES BARNSTAPLE, RENE SUZANE, LEON TELLIER, BELLEVUE, CDT CHARCOT ET EUGENE BOUDIN - T3	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT	634 454,87 €	326 251,59 €	326 251,59 €	
25EPI0600	VARAVILLE	EXTENSION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC AVENUE DE TROUVILLE	ECLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT	1 483,44€	1 038,41 €	1 038,41€	
		TOTAL		4 671 192,91 €	2 458 118,11 €	2 432 930,25 €	25 187,86 €





PROTOCOLE TRANSACTIONNEL POUR LE PAIEMENT DE PRESTATIONS DE TRAVAUX AERIENS ET SOUTERRAINS SUR LES RESEAUX

Entre les soussignés :

 Le SDEC ENERGIE représenté par sa Présidente Madame Catherine GOURNEY-LECONTE, agissant en cette qualité dûment habilitée par délibération du Comité Syndical en date du 9 octobre 2025

d'une part,

• L'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP - représentée par Monsieur Jacques MIGOT, agissant en qualité de Président, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Rappel du contexte

Considérant l'exécution du marché public de travaux n°2022001400 – lot n°10 dont l'objet vise la réalisation de « Travaux aériens et souterrains sur les réseaux : electricite, eclairage, génie civil de communications et infrastructures de recharge pour véhicules électriques » sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Lisieux Normandie.

Considérant que le SDEC ENERGIE a attribué le présent marché à l'entreprise STEPELEC sur décision de la Commission d'Appel d'Offres et par notification en date du 28 juillet 2021, pour une prise d'effet au 1er janvier 2022.

Considérant que l'entreprise STEPELEC et l'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP, en qualité de sous-traitant, ont sollicité le SDEC ENERGIE le 05 juin 2023 et le 29 septembre 2023 pour réaliser des prestations relatives à un effacement des réseaux « boulevard Herbet Fournet » à Lisieux.

Considérant que le SDEC ENERGIE a validé cette demande de sous-traitance le 13 juin 2023 et le 3 octobre 2023 et engagé le numéro de commande 2023/6242, en date du 14 juin 2023.

Considérant qu'à la suite de difficultés financières, l'entreprise STEPELEC a engagé une procédure de sauvegarde le 27 mars 2024 qui s'est convertie en liquidation judiciaire prononcée le 3 juillet 2024 par le Tribunal de Commerce de Caen.

Considérant que le SDEC ENERGIE et l'entreprise STEPELEC ont, dans le cadre du marché public n°2022001400, convenu d'une décision de résiliation, avec prise d'effet au 30 mai 2024.

Considérant que les travaux précités ont été achevés le 15 novembre 2024 en dehors des réserves correspondants à la dépose des poteaux, en attente du câblage du réseau de communications électroniques par l'opérateur Orange.

Considérant que les réserves sont en cours de finalisation et n'ont pas d'impacts financiers pour les deux parties.

Considérant que le SDEC ENERGIE s'est rapproché de la Paierie Départementale du Calvados et de l'étude de Maitre Judith DOUTRESSOULLE pour établir un décompte de résiliation ainsi que le présent Protocole transactionnel, afin d'autoriser le paiement des factures de l'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP correspondant à des prestations commandées avant mais achevées après la prise d'effet de la résiliation du marché de l'entreprise STEPELEC.

Demande de l'entreprise SLTP - Société Laonnaise de TP

L'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP a réalisé, en accord avec le SDEC ENERGIE, des prestations de travaux aériens et souterrains sur les réseaux de la commune de Lisieux.

Le SDEC ENERGIE propose un projet de décompte de résiliation qui correspond aux tableaux présentés ci-après à l'étude de Maitre Judith DOUTRESSOULLE, mandataire judiciaire de l'entreprise STEPELEC.

Conformément au projet de décompte de résiliation et en application du présent Protocole, l'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP sollicite le SDEC ENERGIE pour le règlement des factures en suspens pour un montant de 132 717.89€ TTC conformément au montant cumulé des dépenses indiquées dans le tableau ci-dessous.

S'agissant du montant de 19 907.68€ TTC visé dans le tableau, il est convenu qu'il sera payé par le SDEC ENERGIE au titre du paiement direct conformément à la réglementation.

S'agissant du montant de 112 810.21€ TTC visé dans le tableau, il est convenu qu'il sera payé par le SDEC ENERGIE à SLTP – Société Laonnaise de TP.

Etat des prestations réalisées par l'entreprise SLTP

Montant total des prestations	536 112.61€ TTC
Montant mandaté et payé	403 394.72€ TTC
Montant à mandater et à payer	132 717.89€ TTC

	Montant à payer	Tiers bénéficiaires
Montant AVANT notification de	16 589.73 HT	SLTP
résiliation – 15 %	3 317.95€ TVA	Maitre DOUTRESSOULLE
Montant APRES notification de résiliation – 85 %	112 810.21€ TTC	SLTP
Montant total à payer	132 717.89€TTC	

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1: Objet du protocole transactionnel

Le Protocole transactionnel établi entre le SDEC ENERGIE et l'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP sur recommandation de la Paierie Départementale, a pour objet de valider la prise en charge financière par le SDEC ENERGIE des prestations effectivement réalisées par l'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP postérieurement à la décision de résiliation du marché public n°2022001400 – lot 10.

Article 2: Engagement du SDEC ENERGIE

Le SDEC ENERGIE accepte de prendre en charge les prestations de travaux aériens et souterrains comme indiqué dans le tableau en page 3 « prestations réalisées et facturées après la notification de la décision de résiliation du marché attribué à l'entreprise STEPELEC ci-dessus pour un montant de 112 810.21€ TTC.

Les Parties ont convenu que ce versement sera effectué par le SDEC ENERGIE dans les délais en vigueur à compter de la réception des factures, par virement.

Article 3: Renoncement à recours

Sous réserve de sa bonne exécution par les Parties, le présent Protocole transactionnel met fin de manière définitive aux relations financières et contractuelles entre les parties pour la rémunération des prestations réalisées et facturées après la notification de la décision de résiliation.

Les parties au présent Protocole transactionnel :

- Renoncent expressément et irrévocablement à toute demande, réclamation, instance et/ou action à l'encontre de l'autre Partie tant au titre de la fixation de la rémunération du présent protocole, de la fixation de rémunération au titre du principe de la résiliation, du bien fondé et ses motifs et ses conséquences de toute nature précédent établie.
- Se considèrent remplis dans leurs droits.

Article 4 : Régime juridique et recours

La présente constitue une transaction régie par les principes issus des articles 2044 et suivants du Code Civil.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente transaction, les parties s'efforceront de se concilier par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels. Si la conciliation, sollicitée par la Partie la plus diligente est refusée par une autre, explicitement ou par silence gardé pendant quinze jours (15) ou si, après sa mise en place, la conciliation échoue à l'issue de la période fixée par les parties, les litiges relatifs à son interprétation ou son exécution relèveront de la compétence du Tribunal administratif de Caen et des juridictions supérieures.

Dans l'hypothèse où le présent Protocole ferait l'objet d'un recours de la part d'un tiers, le SDEC ENERGIE en informe dès qu'il en a connaissance SLTP – Société Laonnaise de TP par lettre recommandée avec accusé de réception. A la demande de la partie de la plus diligente, les parties se rencontrent alors dans les meilleurs délais, et au plus tard dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de cette notification, afin, de bonne foi, d'examiner la portée du

recours et de décider des mesures appropriées à adopter en conséquence. En toute hypothèse, chacune des parties s'engage à défendre la légalité de la transaction. A cet effet, elles se concerteront sur la stratégie du procès, et préalablement au dépôt de toute écriture.

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent Protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci seront soumis au tribunal administratif de Caen.

Article 5 : Portée du protocole transactionnel

Le présent Protocole est définitif et a les effets prévus aux article 2044 et suivants du Code civil. Il est librement conclu entre les deux parties.

Sans valoir reconnaissance par chacune des parties du bien-fondé des prétentions de l'autre, le présent Protocole a, conformément à l'article 2052 du Code civil, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 6: Entrée en vigueur

Le présent protocole entrera en vigueur à compter de sa date de notification par le SDEC ENERGIE à l'entreprise SLTP – Société Laonnaise de TP, après sa signature par les deux parties et transmission en Préfecture.

Fait en deux exemplaires,

Fait à CAEN, le

POUR LE SDEC ENERGIE	POUR SLTP - Société Laonnaise de TP
La Présidente	Le Président
Catherine GOURNEY-LECONTE	Jacques MIGOT
	·
Lu et approuvé, bon pour transaction	Lu et approuvé, bon pour transaction